



Disposition réglementaire pour protéger et bonifier le patrimoine arboricole

Ghislain Breton, ing.f, M.ATDR
Directeur de la Section des écosystèmes urbains

Ordre de la présentation

1. Introduction à la législation
2. Bonnes pratiques
3. Définitions des principaux termes
4. Règlements municipaux - Protection et permis d'abattage
5. Règlements municipaux - Exigences de plantation
6. Amende
7. Outils de communication

1. Introduction à la législation



Quels sont les avantages de mettre en place des mesures réglementaires?

- **Clarté et ordre** : Ils établissent des règles claires et précises qui évitent les malentendus.
- **Uniformité** : Ils garantissent une application uniforme des lois et des politiques.
- **Sécurité juridique** : Les règlements offrent une forme de sécurité juridique en définissant des normes et des procédures que tout le monde doit suivre.
- **Efficacité administrative** : Une réglementation claire et limpide peut rendre les processus administratifs plus efficaces.



Le pouvoir de réglementer

Les municipalités locales et régionales, principalement en vertu de la Loi sur les compétences municipales et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ont un pouvoir assez large leur permettant d'adopter des règlements en matière d'environnement :

- **Les pouvoirs des municipalités sont délégués par l'Assemblée nationale.**
- **Les municipalités ont le pouvoir d'élaborer leur propre réglementation en conformité avec les paliers supérieurs.**



Les limites aux pouvoirs de réglementer des municipalités

- Toutefois, ce pouvoir **n'est pas sans limites**. En effet, les municipalités peuvent adopter des règlements sur un sujet **seulement si une loi leur a directement délégué ce pouvoir**.
- De plus, la réglementation des municipalités doit **respecter le partage des compétences** entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral ainsi que les dispositions des lois provinciales.

Le cadre législatif

Relevé non exhaustif des outils réglementaires aux Québec :

- Code civil du Québec
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
- Loi sur les compétences municipales
- Loi sur la qualité de l'environnement
- Charte des Villes (ex. : Charte de la Ville de Québec)
- **Règlements municipaux**
- Outils de planification urbaine : PU, PPU, PIIA, etc.
- Devis lors de travaux municipaux
- Etc.

Code civil du Québec

Plusieurs articles concernent la réglementation par rapport aux arbres (Art. 899; 900; 976; 984 à 986;145;1965;1477)

SECTION IV DES ARBRES

🕒 **984.** Les fruits qui tombent d'un arbre sur un fonds voisin appartiennent au propriétaire de l'arbre.

1991, c. 64, a. 984.

🕒 **985.** Le propriétaire peut, si des branches ou des racines venant du fonds voisin s'avancent sur son fonds et nuisent sérieusement à son usage, demander à son voisin de les couper; en cas de refus, il peut le contraindre à les couper.

Il peut aussi, si un arbre du fonds voisin menace de tomber sur son fonds, contraindre son voisin à abattre l'arbre ou à le redresser.

1991, c. 64, a. 985.

🕒 **986.** Le propriétaire d'un fonds exploité à des fins agricoles peut contraindre son voisin à faire abattre, le long de la ligne séparative, sur une largeur qui ne peut excéder cinq mètres, les arbres qui nuisent sérieusement à son exploitation, sauf ceux qui sont dans les vergers et les érabières ou qui sont conservés pour l'embellissement de la propriété.

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

L.R.Q., c.A-19.1 CHAPITRE IV

LES RÈGLEMENTS D'URBANISME D'UNE MUNICIPALITÉ

SECTION I : LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

113. Le conseil d'une municipalité peut adopter un règlement :

- de zonage pour l'ensemble ou partie de son territoire;
- (5) **spécifier**, pour chaque zone ou secteur de zone... la longueur, la largeur et la superficie des **espaces qui doivent être laissés libres** entre les constructions sur un même terrain, **l'utilisation et l'aménagement de ces espaces libres**; l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de rues et les lignes de terrains...

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

L.R.Q., c.A-19.1 CHAPITRE IV

LES RÈGLEMENTS D'URBANISME D'UNE MUNICIPALITÉ

SECTION I : LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

113. (suite)

- 12. **Régir ou restreindre**, par zone, **l'excavation du sol, le déplacement d'humus, la plantation et l'abattage d'arbres** et tout travaux de déblai ou de remblai; **obliger** tout propriétaire à garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres.
- 12.1 **Régir ou restreindre la plantation ou l'abattage d'arbres** afin d'assurer la **protection du couvert forestier** et de favoriser l'aménagement durable de la forêt privée.
- 15. **Régir ou restreindre** par zone **l'emplacement, l'implantation**, la hauteur et l'entretien des clôtures, des murets, des haies, des arbustes et **des arbres**.

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

CHAPITRE II.1

LES AUTRES RÈGLEMENTS DE CERTAINES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ 2002, c. 68, a. 3.

SECTION I

LA PLANTATION OU L'ABATTAGE D'ARBRES

Plantation ou abattage

79.1. Le conseil d'une **municipalité régionale de comté** peut, par règlement, **régir ou restreindre** sur tout ou partie du territoire de la municipalité régionale de comté, la **plantation ou l'abattage d'arbres afin d'assurer la protection du couvert forestier et de favoriser l'aménagement durable de la forêt privée.**

Règlements municipaux

Il existe plusieurs règlements ou outils urbanistiques municipaux qui peuvent régir l'abattage, la protection et la plantation des arbres :

- Règlement de zonage : ex. : abattage, plantation, définition d'un pourcentage d'aire verte minimum, zone tampon, écran végétal
- Règlements sur les nuisances (interdire la plantation de certaines espèces)
- Protections des zones sensibles : bande riveraine, forte pente, milieux humides, etc.
- RCI et protection des prises d'eau potable

➤ Consulter vos urbanistes et/ou aménagistes pour approfondir l'ensemble des règlements municipaux à votre disposition



2. Bonnes pratiques



Éléments à considérer pour une bonne réglementation

- **Cadre légal et réglementaire** : Assurez-vous que le règlement est conforme aux lois et règlements nationaux et locaux en vigueur.
- **Permis et autorisations** : Exigez des permis et des autorisations pour l'abattage des arbres afin d'assurer un contrôle. Coûts vs gratuit (ticket modérateur).
- **Suivi et contrôle** : Mettez en place un système de suivi et de contrôle par des inspections des permis d'abattages acceptés et refusés afin de s'assurer que les règlements soient respectés et pour évaluer leur efficacité.
- **Sensibilisation et éducation** : Informez et éduquez les propriétaires fonciers, les arboriculteurs et le public sur les règlements et les bonnes pratiques pour la protection des arbres et des forêts.
- **Sanctions et mesures correctives** : Prévoyez des sanctions pour les infractions aux règlements et des mesures correctives pour remédier aux dommages causés par des abattages non autorisés ou illégaux.

3. Définition des principaux termes



Définition des principaux termes

Il est important d'avoir de très bonnes définitions des principaux mots clés dans les règlements, car souvent le diable est dans les détails.

Dans le cas d'absence d'une définition proprement inscrite aux règlements, généralement on se réfère aux définitions usuelles du dictionnaire.

Les urbanistes et les avocats sont les professionnels des questions réglementaires et juridiques.

Les professionnels en environnement sont les spécialistes des connaissances environnementales.

La réglementation est donc une affaire collective.



Définition des principaux termes

RÈGLEMENT R.V.Q. 1400

Règlement d'harmonisation sur l'urbanisme

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **abattage** » : une opération qui consiste à enlever 50 % ou plus de la cime ou des racines d'un arbre ou une opération qui provoque la mort d'un arbre.



[Les 6 étapes d'élagage d'un arbre - Établissement David](#)

Définition des principaux termes

« **arbre** » : une plante ligneuse vivace dont le tronc a un diamètre minimal de 0,1 mètre, mesuré à 1,3 mètre au-dessus du niveau du sol.

Une plante ligneuse vivace dont le diamètre minimal du tronc à maturité habituelle pour l'espèce est de 0,1 mètre, mesuré à 1,3 mètre au-dessus du niveau du sol, est réputée être un arbre lorsqu'elle est plantée conformément à une exigence de plantation d'arbres prévue au présent règlement. Les tiges ou les troncs qui proviennent d'une souche commune composent un même arbre.



Définition des principaux termes

« **arbre dépérissant** » : un arbre dont la **cime est morte à plus de 50 %** sans qu'on puisse en déterminer la cause ou un arbre qui est dans un état de détérioration susceptible de causer sa mort.



[image.jpg \(853x245\)](#)

« **arbuste** » : une plante ligneuse vivace dont la hauteur à maturité, habituelle pour l'essence, est de moins de sept mètres et dont la croissance n'implique pas le développement d'un tronc distinct mais plutôt de nombreuses tiges qui se ramifient dès la base.

4. Règlements municipaux

Protection et permis d'abattage

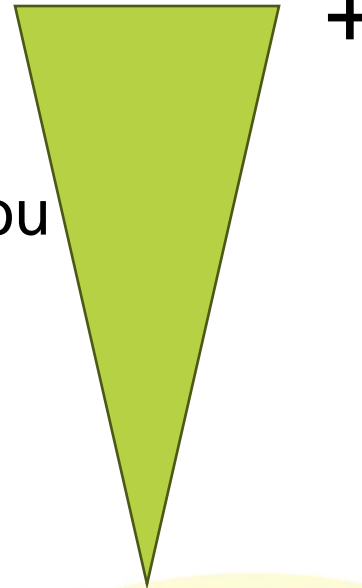


Protection et permis d'abattage

Autres statut et exigence influençant la protection des arbres et les permis d'abattage :

- Secteurs patrimoniaux déclarés par le Gouvernement du Québec
- Secteurs sous juridiction de la CUCQ et/ou RCI (CM et/ou MRC)
- Demandes de permis de construction
- Demandes de permis simple
- Absence de permis

Niveaux d'exigence
et d'encadrement



Liste des sites patrimoniaux déclarés

Voici les sites patrimoniaux déclarés :

- [Site patrimonial d'Arvida](#);
- [Site patrimonial de Beauport](#);
- [Site patrimonial de Charlesbourg](#);
- [Site patrimonial de l'Archipel-de-Mingan](#);
- [Site patrimonial de l'Île-d'Orléans](#);
- [Site patrimonial de La Prairie](#);
- [Site patrimonial de Montréal](#);
- [Site patrimonial de Percé](#);
- [Site patrimonial de Sillery](#);
- [Site patrimonial de Trois-Rivières](#);
- [Site patrimonial du Bois-de-Saraguay](#);
- [Site patrimonial du Mont-Royal](#);
- [Site patrimonial du Vieux-Québec](#).

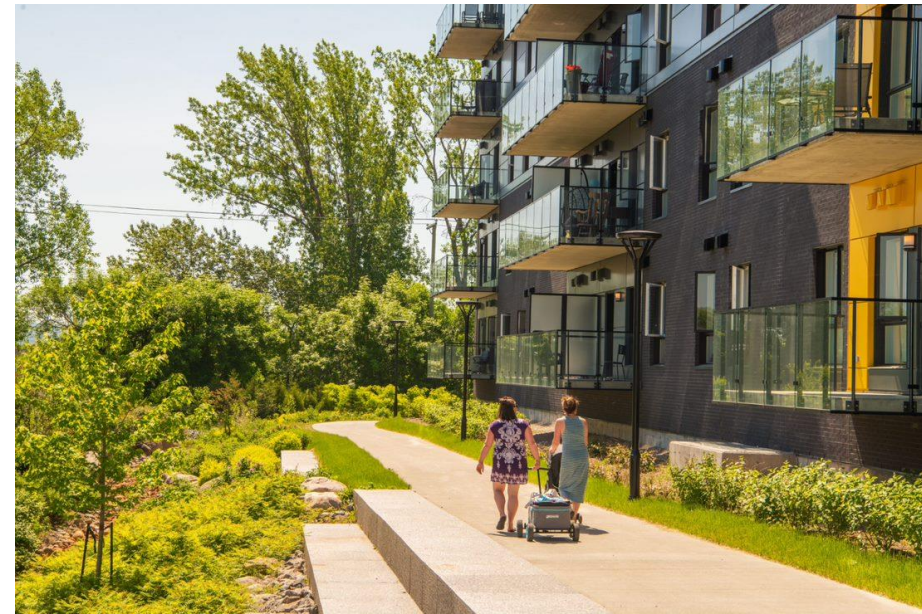
Protection et permis d'abattage

Abattage d'arbres à la Ville de Québec

- Le contrôle de l'abattage sur les terrains privés est régi par le Règlement R.V.Q. 1400 et demeure un moyen efficace pour limiter la coupe abusive d'arbres sur le territoire.
- L'abattage d'un arbre nécessite l'obtention d'un certificat d'autorisation dans certaines circonstances et est délivré généralement par la Division de la foresterie urbaine et de l'horticulture.

Statistiques

- Le coût du permis simple est de : 65 \$ + 11 \$ par arbres supplémentaires.
- Le délai de traitement moyen est d'environ : ± 1 semaine.
- Nombre de permis simple annuellement : $\pm 4\,000$ permis.
- Nombre de techniciens attitrés aux permis : 12 personnes à temps partiels.
- Permis de construction : 1 200 permis construction pour 2 personnes à temps plein.



Protection et permis d'abattage

SECTION II

PROTECTION DES ARBRES EN MILIEU URBAIN

§1. — Dispositions générales

700.0.1. Sous réserve des dispositions des sections I et III du chapitre XIV et de la section II du chapitre XV, il est interdit d'abattre un arbre autrement qu'en conformité avec la présente section.

700.0.2. Tout arbre qui doit être maintenu en vertu du présent règlement et qui est abattu doit être remplacé, à moins d'une indication à l'effet contraire.

En outre du premier alinéa, tout arbre abattu dans une cour avant doit être remplacé, à moins qu'il ne reste dans cette cour, après cet abattage, le nombre d'arbres exigible dans une cour avant en vertu de la section 0.1 du chapitre XIV.

L'obligation de remplacement prévue aux premier et deuxième alinéas s'applique également à l'égard d'un arbre abattu conformément à une disposition du présent règlement.

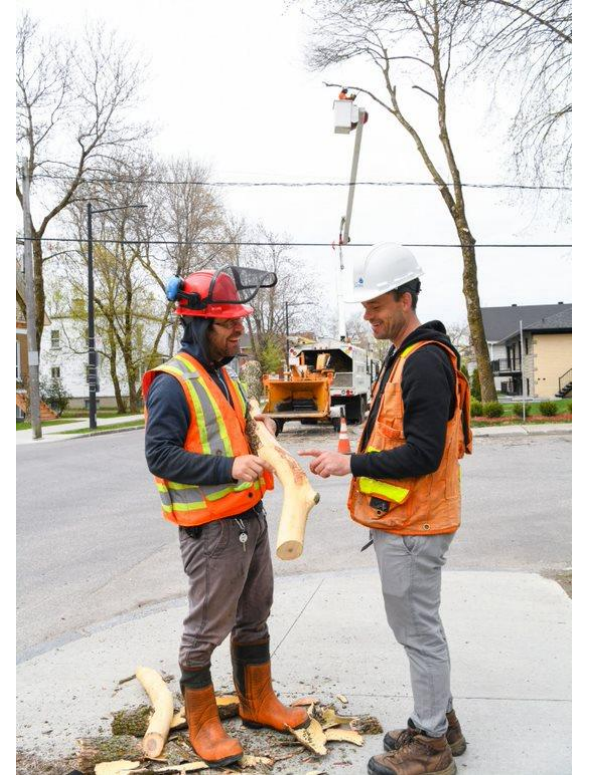
À moins d'une disposition contraire, le remplacement d'un arbre doit être complété dans un délai d'un an qui suit son abattage.



Protection et permis d'abattage

701. Sous réserve des dispositions du chapitre XV, l'abattage d'un arbre est autorisé dans les circonstances suivantes :

- 1° l'arbre est mort, dangereux ou il est un arbre dépérissant;
- 2° l'arbre est infecté par un insecte ou par une maladie et l'abattage est la seule pratique pour éviter la transmission du problème aux arbres sains du voisinage;
- 3° l'arbre constitue un obstacle à la construction, l'opération ou l'entretien d'un réseau d'infrastructures ou d'utilités publiques;
- 4° l'arbre constitue un obstacle à la réalisation d'un aménagement, d'une construction ou de travaux autorisés en vertu du présent règlement et il n'existe pas de solution alternative à l'abattage;
- 5° l'arbre représente une nuisance pour la croissance et le bien-être d'arbres voisins;
- 6° l'arbre est un frêne.



5. Règlements municipaux

Exigences de plantation



Exigences de plantation

SECTION 0.I EXIGENCES DE PLANTATION D'ARBRES

1° lorsque la superficie du lot est de moins de 200 mètres carrés, aucun nombre minimal n'est applicable;

2° lorsque la superficie du lot est comprise entre 200 mètres carrés et 400 mètres carrés, le nombre minimal est d'un arbre;

3° lorsque la superficie du lot est supérieure à 400 mètres carrés, le nombre minimal est : a) sur un lot où un usage de la classe *Habitation* est exercé, d'un arbre pour la première tranche de 400 mètres carrés et pour chaque tranche additionnelle complète de 250 mètres carrés, jusqu'à concurrence de 20 arbres;

b) sur un lot autre qu'un lot visé au sous-paragraphe a) d'un arbre pour la première tranche de 400 mètres carrés et pour chaque tranche additionnelle complète de 500 mètres carrés, jusqu'à concurrence de 40 arbres.

Malgré le premier alinéa, aucun nombre minimal n'est applicable sur un lot lorsqu'aucune des cours n'a une profondeur supérieure à trois mètres.

[R.V.Q. 3315 - Règlement modifiant le Règlement d'harmonisation sur l'urbanisme et les règlements d'arrondissement sur l'urbanisme relativement aux exigences de plantation d'arbres](#)

Résumé :

0 à 199 m² *



Aucune exigence

200 m² à 399 m²



1 arbre

400 m² et plus



1 arbre supplémentaire par tranche de 250 m² (résidentiel) ou 500 m² (autre que résidentiel)

* Aucun nouveau lot de moins de 200 m² a été créé entre 2018 et 2023.

Ancienne norme :

1 arbre doit être planté et maintenu en cour avant pour chacune des tranches de 15 m de longueur de la ligne avant de lot.

Normes particulières 9 logements et + : 1,5 ou 1,25 arbre par 100 m² d'aire verte

Exigences de plantation

SECTION 0.I EXIGENCES DE PLANTATION D'ARBRES

696.0.8. Au moins un arbre dont la plantation est requise en vertu de l'article 696.0.7 doit être localisé dans une cour avant pour chaque tranche complète de quinze mètres de longueur de ligne avant du lot située du côté de cette cour, lorsque cette dernière a une profondeur qui excède trois mètres.

Tout arbre excédentaire au nombre minimal prescrit en cour avant en vertu du premier alinéa peut être localisé n'importe où sur un lot.

[R.V.Q. 3315 - Règlement modifiant le Règlement d'harmonisation sur l'urbanisme et les règlements d'arrondissement sur l'urbanisme relativement aux exigences de plantation d'arbres](#)

Résumé :

Cour avant de 3 m de profond et lot de 15 m de longueur



Arbre en cour avant

Tranche complète de 15 m de longueur supplémentaire



Arbre en cour avant

Lot de moins de 15 m de longueur



Aucune exigence de localisation

Ancienne norme :

1 arbre doit être planté et maintenu en cour avant pour chacune des tranches de 15 m de longueur de la ligne avant de lot.

Exigences de plantation

MODÉLISATION GAIN POTENTIEL (CONSTRUCTIONS ENTRE 2018 ET 2023)

Type construction (N ^{bre} unités)	Exigence arbres (norme actuelle)	Exigence arbres (norme projetée)	Gain
Détaché (739)	942	2 414	2,6
Jumelé (62)	44	86	1,9
En Rangée (596)	439	854	1,9
Total (1 397)	1 425	3 354	2,3
Non résidentiel (29)	98	274	2,8

Exemple de gain de plantation d'arbres avec une modification réglementaire bien réfléchi.

Exigences de plantation

661. Lorsqu'une aire de stationnement comprend plus de 100 cases de stationnement, elle doit être divisée en îlots d'au plus 100 cases. Les îlots doivent être bordés d'une bande de plantation d'une largeur minimale de 3,5 mètres.

Malgré le deuxième alinéa, lorsqu'une allée de circulation sépare deux îlots, le côté de l'îlot qui longe l'allée doit être bordé d'une bande de plantation d'une largeur minimale de deux mètres.

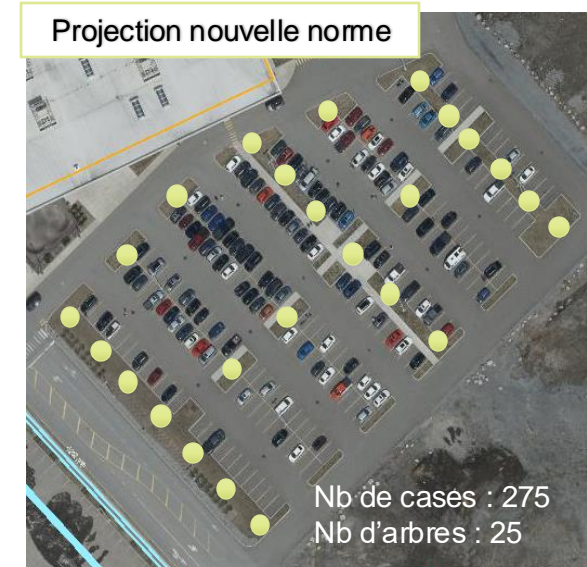
La bande de plantation doit être entourée d'une bordure de béton ou de pierres d'une hauteur minimale de 0,15 mètre (R.V.Q. 1400).

Nouvelle exigence en réflexion

Aire de stationnement
extérieure de
20 cases ou plus



Un arbre supplémentaire
doit être planté pour
chaque tranche
complète de 10 cases.



6. Amende



Amende

Situation Ville de Québec

En ce qui concerne l'amende applicable en cas de contravention visant l'abattage non autorisé d'un arbre, elle est prévue directement à l'article 233.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, **auquel le *Règlement d'harmonisation sur l'urbanisme* et les règlements d'arrondissement sur l'urbanisme font désormais renvoi.**

Bref, **nous n'avons plus de montants d'amende identifiés à notre règlement d'urbanisme; on réfère directement à la Loi** (donc pas besoin de changer à chaque fois que le législateur change la LAU).

Catégorie d'amende		Montants d'amende antérieurs	Nouveaux montants d'amende
Amende de base		500 \$	2 500 \$
Abattage sur une superficie inférieure à un hectare	Amende minimale par arbre abattu	100 \$	500 \$
	Amende maximale par arbre abattu	200 \$	1 000 \$
	Amende totale maximale	5 000 \$	15 000 \$
Abattage sur une superficie d'un hectare ou plus	Amende minimale par hectare déboisé	5 000 \$	15 000 \$
	Amende maximale par hectare déboisé	15 000 \$	100 000 \$

Rappelons que ces nouveaux montants d'amende sont applicables sans avoir à être reproduits dans un règlement municipal. Par ailleurs, ces montants ont préséance sur tout montant d'amende différent inscrit dans un règlement municipal. Le cas échéant, les municipalités sont invitées à ajuster leur réglementation afin de refléter l'état actuel de la Loi.

Les nouveaux montants d'amende s'appliquent uniquement aux contraventions commises depuis la sanction de la Loi (8 décembre 2023).

7. Exemples d'outils de communication



Exemples d'outils de communication

Réglementation et permis

Abattage d'arbres

Animaux

Cannabis

Démolition

Eau

Entretien des bâtiments
et terrains contaminés

Hébergement
touristique collaboratif

Piscines et spas résidentiels

Lotissement

Matières résiduelles

Nuisances

Occupations de la chaussée

Prévention des incendies

Règlements d'urbanisme

Répertoire des fiches

Permis résidentiel

Unité d'habitation additionnelle

Abattage d'arbres

La Ville encourage les bonnes pratiques arboricoles nécessaires au maintien d'une forêt urbaine sécuritaire et en santé.

Pour abattre un arbre, un certificat d'autorisation (un permis) est généralement requis. Informez-vous à l'aide de l'[Assistant-permis](#) ou communiquez avec le [personnel du 311](#) pour savoir si un permis est nécessaire.

Si vous prévoyez effectuer l'abattage ou l'élagage d'un ou de plusieurs arbres sur votre propriété, assurez-vous de respecter le [Règlement d'harmonisation sur l'urbanisme](#).



Abattage d'arbres

Le contrôle de l'abattage sur les terrains privés demeure un moyen efficace pour limiter la coupe abusive d'arbres.

L'abattage d'un arbre nécessite l'obtention d'un certificat d'autorisation délivré par la Division de la foresterie urbaine et de l'horticulture.

L'abattage d'un arbre est autorisé si l'arbre est :

- mort, dangereux ou déperissant
- infecté par un insecte ou une maladie donc pour éviter la transmission à des arbres sains dans le voisinage
- constitue un obstacle à la réalisation d'un aménagement, d'une construction ou de travaux pour lesquels un permis a été délivré
- représente une nuisance pour la croissance d'arbres voisins

Même si un de ces critères est respecté, vous devez attendre d'obtenir votre certificat d'autorisation avant de procéder à l'abattage.

Si vous prévoyez construire un bâtiment, un garage, une rallonge ou toute autre infrastructure, assurez-vous d'obtenir les [permis nécessaires](#).

Élagage d'arbres

L'élagage consiste à éliminer les branches mortes, malades, mal placées, nuisibles et mal attachées à un arbre. Il vise à maintenir l'arbre en bonne santé et favorise son développement.

L'élagage doit être fait en utilisant la technique de la coupe directionnelle. La croissance résiduelle du bourgeon, du rameau ou de la branche doit être orientée en fonction de leur environnement ou de l'objectif visé.

L'élagage nécessite souvent l'intervention d'une entreprise spécialisée. Toutefois, il est possible de procéder soi-même à l'élagage d'un arbre en respectant quelques règles et techniques :

- Pour raccourcir une branche, effectuer la coupe à l'aisselle d'une ramification. Elle jouera le rôle d'appel-sève;
- Pour être adéquat, un appel-sève doit être vigoureux et avoir au minimum le tiers du diamètre de la branche enlevée et idéalement la moitié de son diamètre;
- Effectuer la coupe au bon endroit favorise le compartimentage, un processus naturel de défense de l'arbre qui emmure la carie dans le bois;
- Le collet et l'arête ne doivent pas être endommagés puisqu'ils renferment les tissus nécessaires à la fermeture efficace de la blessure.



Supprimer 50 % de la ramure d'un arbre correspond à un abattage et peut être considéré selon la réglementation comme un abattage illégal.

Écimage d'arbres

L'écimage vise à diminuer la hauteur d'un arbre en coupant sa cime. L'écimage n'est pas recommandé parce qu'il occasionne plusieurs problèmes à l'arbre, par exemple :

- nuit à la photosynthèse parce qu'un pourcentage trop élevé de feuillage est retiré;
- peut occasionner des brûlures à l'arbre en le privant de l'ombre des branches plus élevées;
- fait apparaître plusieurs chicots qui constituent une porte d'entrée pour les insectes et les maladies;
- fait apparaître de nouvelles branches moins solides;
- peut faire apparaître rapidement de nouvelles branches, l'arbre retrouve alors sa hauteur avec une densité de branches plus forte.



Exemple d'une pratique d'écimage.

Exemples d'outils de communication

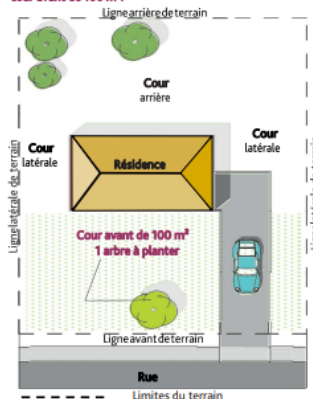
Fiche de réglementation simplifiée

Arbres

Permis requis pour abattage

CROQUIS 1

Ex : Terrain d'une superficie totale de 600 m² et ayant une cour avant de 100 m².



CROQUIS 2

Ex : terrain de 600 m² de superficie totale.



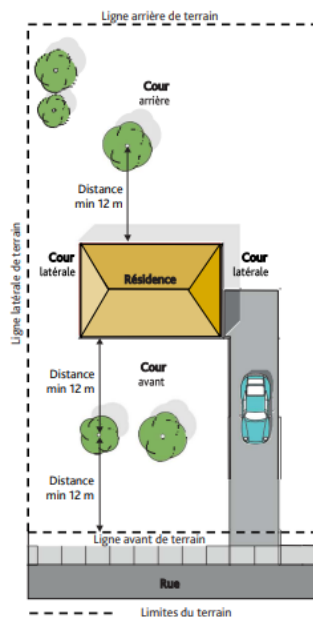
Pour plus de renseignements, communiquez avec le 311 Lévis en composant le 311 ou le 418-839-2002 si vous êtes de l'extérieur de Lévis ou visitez le www.ville.levis.qc.ca/311

MISE EN GARDE : Le présent document est un instrument d'information. Son contenu ne constitue aucunement une liste exhaustive des règles prévues aux règlements d'urbanisme. Il demeure la responsabilité du requérant de se référer aux règlements d'urbanisme ainsi qu'à toutes autres normes applicables, le cas échéant.

2023/05/08



CROQUIS 3



* HAUTEUR MINIMALE

Lors de la plantation, chaque feuillu doit avoir 30 mm de diamètre hauteur poitrine, mesuré à une hauteur de 1,30 m au dessus du sol et chaque conifère doit avoir une hauteur minimale de 2 m.

NORMES APPLICABLES

Distance à respecter

La plantation des **essences d'arbres suivantes** est autorisée à la condition de respecter une distance minimale de **12 mètres** entre le tronc de l'arbre et un mur de fondation d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment situé sur un terrain voisin, une emprise de rue ou une infrastructure d'aqueduc ou d'égout (sanitaire ou pluvial), qu'elle soit privée ou publique :

- 1) Le saule à feuilles de laurier (salix alba pentandra);
- 2) Le saule pleureur (salix alba tristis);
- 3) Le peuplier blanc (populus alba);
- 4) Le peuplier du Canada (populus deltoide);
- 5) Le peuplier de Lombardie (populus nigra);
- 6) Le peuplier faux trembles (populus tremuloide);
- 7) L'érable argenté (acer saccharinum);
- 8) L'érable à Giguère (acer negundo);
- 9) Tout autre peuplier ou saule arborescent.

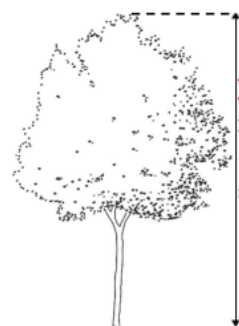
Toutefois, ces espèces peuvent être plantées sur la rive d'un lac ou d'un cours d'eau sans tenir compte de cette distance minimale.

ATTENTION

La plantation des Frênes est interdite sur le territoire de la Ville de Lévis, veuillez consulter le Règlement **RV-2019-18-94** sur la lutte à la propagation de l'agrile du frêne.

Notez qu'il est interdit de laisser subsister un **Orme** mort ou atteint de la maladie hollandaise de l'orme, veuillez consulter le Règlement **RV-2010-09-41** sur les nuisances.

CROQUIS 4



Pour plus de renseignements, communiquez avec le 311 Lévis en composant le 311 ou le 418-839-2002 si vous êtes de l'extérieur de Lévis ou visitez le www.ville.levis.qc.ca/311

MISE EN GARDE : Le présent document est un instrument d'information. Son contenu ne constitue aucunement une liste exhaustive des règles prévues aux règlements d'urbanisme. Il demeure la responsabilité du requérant de se référer aux règlements d'urbanisme ainsi qu'à toutes autres normes applicables, le cas échéant.

2023/05/08

Fiche de réglementation simplifiée

Arbres

DOCUMENTS OBLIGATOIRES

Pour le traitement d'une demande de permis d'abattage d'un arbre, vous devez déposer les documents suivants, accompagnés de votre paiement.

Une demande incomplète ne sera pas traitée.

En format PDF par « Permis en ligne » ou 1 copie papier

- 1) Formulaire de permis dûment complété
- 2) Indiquer le nombre d'arbre(s) à abattre
- 3) Indiquer la raison de l'abattage de l'arbre(s)
- 4) Indiquer l'essence de l'arbre(s) à abattre
- 5) Accompagner votre demande d'un certificat de localisation indiquant l'emplacement de l'arbre(s) visé(s) par l'abattage (ce document est facultatif)
- 6) Joindre une ou des photographies imprimées de l'arbre(s) permettant de voir sa condition actuelle ou transmettre les photographies par courriel à l'adresse suivante : infopermisinspection@ville.levis.qc.ca en prenant soins d'indiquer l'adresse de votre propriété en objet
- 7) Si l'arbre a été expertisé par un professionnel, joindre le rapport de ce dernier précisant l'état de l'arbre et sa situation
- 8) Indiquer si l'arbre(s) sera remplacé
- 9) Acquitter les frais exigibles à la demande de permis*

* La réglementation municipale prévoit un nombre d'arbre(s) minimal sur un terrain selon la superficie de celui-ci. Si l'arbre à abattre est un arbre exigé en vertu du Règlement RV-2011-11-23 sur le zonage et le lotissement, le remplacement de l'arbre sera obligatoire.

- ♦ Il est de la responsabilité du demandeur d'être en mesure de transmettre les documents nécessaires à la demande de permis sans quoi sa demande pourrait ne pas être traitée.
- ♦ Pour des raisons de confidentialité et de protection des renseignements personnels, les employés ne sont pas autorisés à manipuler les appareils électroniques des citoyens.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

D'autres documents sont également requis dans les cas suivants :

Un projet assujéti au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) ou son volet patrimonial (voir fiche PIIA ou PIIA - volet patrimonial).

Un projet situé dans une zone de contraintes, tel qu'un secteur à fortes pentes associés aux talus rocheux, un glissement de terrain ou une contrainte de capacité portante du sol. Un rapport d'ingénieur est requis.

Un projet dans une zone inondable.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le 311 Lévis en composant le 311 ou le 418-839-2002 si vous êtes de l'extérieur de Lévis ou visitez le www.ville.levis.qc.ca/311

MISE EN GARDE : Le présent document est un instrument d'information. Son contenu ne constitue aucunement une liste exhaustive des règles prévues aux règlements d'urbanisme. Il demeure la responsabilité du requérant de se référer aux règlements d'urbanisme ainsi qu'à toutes autres normes applicables, le cas échéant.

2023/05/08

Exemples d'outils de communication

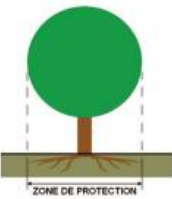
Direction du développement du territoire
Division urbanisme, permis et inspections

Numéro 3 / Édition 6
Août 2010

Info-permis

Protégeons nos arbres lors de travaux!

La protection des arbres est au cœur des préoccupations de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Les arbres représentent un facteur agissant directement sur votre qualité de vie, tant sur le plan esthétique qu'environnemental. C'est pourquoi des règles déterminent maintenant les interventions nécessaires à leur protection. Respectons-nous; respectons nos arbres!



UN ARBRE : PLUS QU'UN TRONC!

Lorsque nous pensons à protéger les arbres lors de travaux, c'est le tronc qui nous vient immédiatement en tête. Mais un arbre, c'est plus que cela : les branches et le feuillage ont une grande importance et il ne faut pas négliger le réseau de racines qui, bien que souterrain, est néanmoins vulnérable sur une superficie équivalente à la ramure de l'arbre.


LES MESURES DE PROTECTION

Votre arrondissement s'est doté de mesures réglementaires pour la protection des arbres lors de travaux. En voici un résumé :

1. une clôture d'au moins 1,5 mètre doit être érigée au-delà de la projection au sol de la ramure d'un arbre à risque d'être endommagé;
2. à défaut de pouvoir installer la clôture mentionnée ci-dessus, le tronc doit être protégé par des madriers déposés sur des bandes caoutchoutées et le sol sous la ramure doit être recouvert d'une membrane géotextile sous 30 cm d'un matériau non compactant;

LES INSPECTEURS Y VEILLENT!

Les inspecteurs municipaux peuvent remettre des amendes à quiconque ne respecte pas les mesures de protection des arbres. De plus, quand il s'agit d'arbres se trouvant sur le domaine public, un suivi de trois ans est assuré après les travaux et lorsque l'un de ces arbres doit être enlevé parce qu'il est mal situé ou suite à des dommages subis, la valeur de l'arbre initial est réclamée au propriétaire de la construction. Les arbres coûtent cher. Il est donc plus sage et plus économique de prévenir que de ne pas pouvoir guérir!



Note importante

Aucun permis ne vous dégage de quelque façon que ce soit, de votre responsabilité envers les dommages occasionnés par des travaux à des arbres environnants. **Vous devez aviser la Division des parcs et installations (872-4031) si un ou des arbres publics sont situés à moins de 15 mètres de votre chantier.** Une évaluation des arbres sera réalisée avant le début des travaux et une autre une fois ceux-ci complétés. Le cas échéant, conformément au Code civil du Québec et aux règlements municipaux en vigueur, la Ville pourra vous réclamer une perte de valeur monétaire de ses arbres dans un délai de trois ans.

Extrait de la réglementation

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274

«TITRE IV OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

CHAPITRE V PLANTATION, ENTRETIEN, PROTECTION ET ABATTAGE D'UN ARBRE

SECTION IV PROTECTION DES ARBRES LORS DE TRAVAUX

392.1 Les dispositions minimales suivantes s'appliquent au terrain sur lequel des travaux nécessitent un permis :

1° une clôture d'une hauteur minimale de 1,5 m doit être érigée au-delà de la superficie occupée par la projection au sol de la ramure d'un arbre, lorsqu'une partie aérienne ou souterraine de ce dernier est susceptible d'être endommagée ou compactée;

2° dans l'impossibilité technique de rencontrer les exigences du paragraphe 1°, on doit :

- a) installer un élément de protection autour du tronc des arbres, fait de planches ou de madriers appuyés sur des bandes de caoutchouc et fixés à l'aide de bandes d'acier, sur une hauteur minimale de 1,5 m, mesuré à partir de la base du tronc;
- b) épandre, sur une membrane géotextile perméable à l'air et à l'eau, une couche temporaire d'un matériau non compactant d'une épaisseur d'au moins 30 cm sur la superficie couvrant la projection au sol de la ramure;

3° les branches susceptibles d'être endommagées doivent être protégées ou élaguées. Malgré ces mesures, les branches endommagées lors des travaux devront être taillées rapidement;

4° les racines présentes dans les aires de travaux d'excavation doivent être taillées de façon nette. Les racines exposées doivent être maintenues humides pendant toute la durée des travaux;

5° il est interdit de se servir d'un arbre comme support lors de travaux de construction, de démolition ou de terrassement.»

protection_arbres.pdf

ville.montreal.qc.ca/ahuntsic-cartierville

Exemples d'outils de communication

Vidéo explicative : Exemple de l'arrondissement de Verdun <https://www.facebook.com/watch/?v=1038351640951620>



Conclusion



**Nos actions collectives seront notre legs pour les générations futures.
Il faut protéger et exiger la plantation des arbres de demain dès
aujourd'hui.**



4. Questions?



Références et autres liens



Exemples d'outils de communication

Exemples d'outils de communication des règlements

- Site web : Exemple de la Ville de Québec [Abattage d'arbres](#) et [Plantation, entretien, abattage et remplacement des arbres - Ville de Gatineau](#)
- Fiche réglementaire simplifiée : Exemple de la Ville de Lévis [Arbres.pub](#) et arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville [protection arbres.pdf](#)
- Vidéo explicative : Exemple de l'arrondissement de Verdun <https://www.facebook.com/watch/?v=1038351640951620>

Références et autres liens

[MAMROT : Guide de la prise de décision en urbanisme - Outils de réglementation - Plantation et abattage des arbres](#)

[Code civil du Québec](#)

[Loi sur l'aménagement et l'urbanisme \(L.R.Q., chapitre A-19.1\)](#)

[Loi sur la protection des arbres \(L.R.Q., chapitre P-37\)](#)

[Loi sur les compétences municipales \(L.R.Q., chapitre C-47.1\)](#)

[Loi sur les pesticides \(L.R.Q., chapitre P-9.3\)](#)

[Charte de la Ville de Montréal \(L.R.Q., chapitre C-11.4\)](#)

[Charte de la Ville de Québec \(L.R.Q., chapitre C-11.5\)](#)

[Protection des arbres lors des travaux Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274](#)

[Jugement de la Cour suprême du Canada : 114957 Canada Ltée \(Spraytech, Société d'arrosage\) c. Hudson \(Ville\)](#)

[Hudson : Règlement 620 modifiant le règlement No 611 concernant les arbres](#)

[Arbre Protection - Saint Laurent](#)

[Guide d'aide à la rédaction d'un règlement municipal sur l'abattage d'arbres et la protection du couvert forestier](#)

Références et autres liens

[TORONTO : Toronto Municipal Code Chapter 813, Trees](#)

[TORONTO : Toronto Municipal Code Chapter 492 Green Roofs](#)

[VANCOUVER : Protection of Tree Bylaw 9958](#)

[VANCOUVER : Street Tree By-Law No. 5985](#)

[FAO : Legal and institutional aspect of urban and peri-urban forestry and greening \(Knuth, 2005\)](#)

[FRANCE : Les droits de l'arbre - Aide-mémoires des textes juridiques \(Diraison, 2003\)](#)